

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 06 au 10 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BEAC mise sur le numérique et envisage la piste du yuan pour ses réserves.
- **Cameroun** : le Parlement examine le Document de programmation économique et budgétaire à moyen terme (2027-2029).
- **Congo** : le pays s'appuie sur la Chine pour relancer la production de potasse dès 2027.
- **Gabon** : le Parlement adopte une loi de finances rectificative marquée par une coupe de 862,9 Mds FCFA.
- **Guinée équatoriale** : le gouvernement va recourir à un cabinet d'audit pour rendre le transport aérien plus compétitif.
- **Tchad** : des investisseurs émiratis ciblent le potentiel minier tchadien.
- **RDC** : l'entreprise Port d'Anvers-Bruges accompagnera le développement de la future base logistique à Maluku.
- **Sao Tomé-et-Principe** : renchérissement des importations de carburants fragilise les finances publiques.

Régional

La BEAC mise sur le numérique et envisage la piste du yuan pour ses réserves

Le 3 juillet 2026, le gouverneur de la BEAC a [reçu](#) à Yaoundé une délégation de Huawei Digital Finance afin d'esquisser les contours d'un partenariat technologique en zone CEMAC. Les échanges ont notamment porté sur les infrastructures cloud unifiées, l'intelligence artificielle appliquée à la surveillance des paiements et des risques, ainsi que sur la monnaie numérique de banque centrale, autant de leviers présentés comme des outils de modernisation de la supervision et des systèmes de règlement régionaux. Au-delà de la technologie, le gouverneur a insisté sur la traçabilité des flux financiers entre la CEMAC et la Chine — premier partenaire commercial de la zone — et évoqué l'opportunité d'intégrer le yuan (CNY) au panier de réserves de change, dans une logique de fluidification des transactions, notamment afin de supprimer les coûts de triple conversion (FCFA, euro, dollar, yuan), et de consolider la souveraineté économique régionale. Une visite officielle du gouverneur à la Banque populaire

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

8,4 Mds EUR

Budget du Gabon dans la LFR 2026, en baisse de 13,6 % par rapport à la LFI 2026

de Chine est annoncée pour prolonger ce dialogue sur la compensation des paiements, la traçabilité et la gestion des réserves, en cohérence avec le plan stratégique 2026-2030 de l'institution, qui érige la transformation numérique des paiements en priorité de supervision.

Marchés financiers : les régulateurs de la CEMAC et de l'UEMOA signent à Libreville une convention de coopération avec la CIMA

Le 6 juillet 2026, la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF), l'Autorité des marchés financiers de l'Union monétaire ouest-africaine (AMF-UMOA) et la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA) ont [signé](#) à Libreville une convention de coopération, en marge d'un atelier régional consacré à la mobilisation de l'épargne au service de l'économie réelle et placé sous le

patronage du ministère gabonais de l'Économie. Ces trois autorités couvrent respectivement les six États de la CEMAC, les huit pays de l'UEMOA et quatorze pays de la zone franc pour le secteur de l'assurance. Le cadre repose sur quatre leviers : le partage d'informations, l'assistance technique mutuelle, la convergence des normes prudentielles et la coordination de la supervision. L'objectif affiché est de mieux orienter l'épargne nationale et de la diaspora vers le financement des entreprises et des infrastructures et, à terme, de faciliter la mobilité des capitaux entre les deux places boursières. La convention se limite toutefois à poser un cadre de concertation ; elle ne crée pas encore de produits d'investissement, l'harmonisation effective des pratiques restant à construire.

La BEAC rejoint le PAPSS et ouvre la CEMAC aux paiements panafricains instantanés

La BEAC a officiellement [intégré](#) le 9 juillet 2026 le Système de paiement et de règlement panafricain (PAPSS), marquant une étape importante pour l'intégration financière de la CEMAC et le développement du commerce intra-africain. Cette adhésion permet aux six pays de la sous-région de rejoindre un réseau couvrant désormais 28 pays africains, plus de 190 banques commerciales et fintechs ainsi que plus de 250 institutions financières partenaires supplémentaires. Développé par Afreximbank avec l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, le PAPSS permet des paiements transfrontaliers instantanés en monnaies africaines, sans passer par des devises étrangères ni par des intermédiaires internationaux, réduisant ainsi les coûts et les délais de transaction. Le gouverneur de la BEAC a souligné que cette intégration favorisera des paiements plus rapides, plus abordables et plus efficaces entre la CEMAC et le reste du continent, tout en appelant les banques de la sous-région à se préparer à rejoindre la plateforme. L'opérationnalisation du dispositif est prévue d'ici la fin de l'année 2026 afin de permettre aux entreprises et aux particuliers de bénéficier pleinement de cette nouvelle infrastructure panafricaine de paiement.

Le Congo et la République Démocratique du Congo cherchent à renforcer la coopération bilatérale

Le Président Denis Sassou Nguesso a [recu](#), le vendredi 3 juillet à Brazzaville, son homologue de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi. Les deux chefs d'État ont réaffirmé leur volonté de mettre en œuvre des projets dans les infrastructures et l'énergie afin de renforcer l'intégration économique. En mai 2026, un appel à propositions conjoint a été publié pour

la construction et l'exploitation du pont route-rail reliant Brazzaville à Kinshasa. Le coût de cette infrastructure est estimé à 550 M USD. Sur le volet énergétique, les deux pays s'engagent aux côtés de l'Angola en faveur de la « Boucle de l'Amitié ». Ce projet prévoit la construction d'un méga-barrage sur la rivière Likouala d'une capacité totale de 12 900 MW.

Cameroun

Le Parlement examine le Document de programmation économique et budgétaire à moyen terme (2027-2029)

Le 6 et 7 juillet 2026, l'Assemblée nationale et le Sénat ont [examiné](#) le Document de programmation économique et budgétaire à moyen terme (DPEBM) 2027-2029, qui fixe les grandes orientations devant encadrer le projet de Loi de Finances 2027 : une croissance économique nationale projetée à 3,6 % en 2027, pénalisée par la contraction du secteur pétrolier (-24,6 %), une inflation à 3,2 % et une réduction du déficit budgétaire à 3,8 % du PIB. La stratégie de mobilisation des recettes visera un objectif d'effort fiscal de 0,4 % du PIB par an, afin de faire passer la pression fiscale de 12,9 % du PIB en 2026 à 13,3 % en 2027, dans la perspective d'atteindre un niveau de 14,1 % du PIB en 2029, notamment en formalisant progressivement l'économie informelle et en améliorant la contribution du secteur minier, appelé à devenir l'un des principaux moteurs de croissance face au déclin du secteur pétrolier. Pour couvrir ses besoins de financement en 2027, le gouvernement envisage de recourir à un nouvel emprunt extérieur de 1 000 Mds FCFA (1,5 Md EUR), à des tirages extérieurs sur prêts-projets (866,7 Mds FCFA), à des émissions de titres publics (400 Mds FCFA), aux appuis budgétaires (300 Mds FCFA) en cas de signature d'un programme avec le FMI, au financement bancaire direct (250 Mds FCFA) et au tirage de ses réserves bancaires à la BEAC (131,5 Mds FCFA). Si la dette publique devrait se maintenir autour de 50 % du PIB sur la période 2027-2029, en dessous de la norme communautaire (70 %), le service de la dette demeurerait élevé, à 7,2 % du PIB en 2027 et 5,7 % en 2029.

Congo

Le Congo s'appuie sur la Chine pour relancer la production de potasse dès 2027

Le Congo cherche à relancer la production de potasse, à l'arrêt depuis 1977. Le ministre des Industries minières

et de la Géologie, Urbain Fiacre Opo, a [déclaré](#) que la filiale de la société chinoise Shenzhen Luyuan Mining Investment commencera l'exploitation du gisement de Mboukoumassi fin 2026. Approuvé en 2021 par le Parlement, le projet prévoit 600 000 tonnes de potasse par an, avec une montée possible de la production à 2 Mt. Cette déclaration fait suite à l'obtention du permis d'exploitation du gisement de Mengo par le groupe nigérian Dangote en juin.

Le Congo prépare le nouveau programme de coopération 2027-2031 avec le PNUD

La ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, Jacqueline Lydia Mikolo, a [lancé](#) le 6 juillet un atelier pour établir le nouveau programme de coopération avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La diversification économique et la modernisation de l'État sont les priorités du gouvernement pour le prochain plan de coopération avec le PNUD. En outre, le gouvernement cherche à promouvoir une croissance durable et inclusive : la réduction des inégalités de genre et l'amélioration de l'indépendance financière des femmes figurent aussi au premier plan.

Gabon

Le Parlement adopte une loi de finances rectificative marquée par une coupe de 862,9 Mds FCFA

À la clôture de sa première session ordinaire, le 1er juillet 2026, le Parlement gabonais a [adopté](#) la loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice 2026, préalablement [approuvée](#) en Conseil des ministres le 22 mai. Le budget est ramené à 5 495,2 Mds FCFA (8,4 Mds EUR), contre 6 358,2 Mds FCFA (9,7 Mds EUR) dans la loi initiale, soit une contraction de 862,9 Mds FCFA (1,3 Md EUR ; -13,6 %), soit la deuxième révision à la baisse depuis la première mouture de septembre 2025. L'ajustement porte principalement sur les dépenses d'investissement, ramenées à 1 169 Mds FCFA (-968 Mds, soit -45,6 %), le gouvernement invoquant la déprogrammation de projets dépourvus d'études de faisabilité. Les recettes budgétaires nettes reculent à 2 928,2 Mds FCFA, tandis que les charges de trésorerie et de financement atteignent 1 336,2 Mds FCFA, dont près de 98 % (1 309 Mds) consacrés à l'amortissement de la dette. Les autorités présentent ces choix comme un signal de sincérité budgétaire adressé au FMI, en vue d'un nouveau programme, et la prévision de croissance officielle est ramenée à 4 %, contre 6,5 % initialement.

Le Gabon décrète l'état d'urgence hydrique face à la pénurie d'eau dans le Grand Libreville

L'approvisionnement en eau potable du Grand Libreville, assuré par la station de traitement de Ntoun à partir de la rivière Nzémé, souffre d'un sous-investissement structurel : selon la SEEG, seuls 16 % des abonnés bénéficient d'une desserte continue, dans une agglomération dont la population dépasse 700 000 habitants. Une saison des pluies déficitaire a provoqué une baisse précoce des captages, l'opérateur estimant à 30 000 m³ le déficit d'eau brute attendu sur la période juillet-septembre. Face à l'aggravation des coupures, le gouvernement a décrété le 1er juillet 2026 l'état d'urgence hydrique et [mobilisé](#) les forces de défense et de sécurité pour la distribution d'eau et l'encadrement du marché parallèle, où le mètre cube s'échangeait à un prix largement supérieur au tarif au compteur. Un plan d'urgence prévoit l'injection de 35 000 m³ supplémentaires par jour en première phase, puis un doublement de cette capacité, ainsi que la réhabilitation des installations de Ntoun. Les autorités n'attendent des effets significatifs qu'à partir de décembre 2026. Un retour des bailleurs multilatéraux (BAD, Banque mondiale), déjà engagés par le passé dans l'adduction du Grand Libreville, supposera une clarification de la gouvernance du secteur.

Guinée équatoriale

Le gouvernement va recourir à un cabinet d'audit pour rendre le transport aérien plus compétitif

Le gouvernement équato-guinéen va [réexaminer](#) le système actuel de redevances aéroportuaires afin de rendre le transport aérien en Guinée équatoriale plus compétitif. Une action conjointe impliquera les ministères des Transports, de l'Aviation civile, des Finances et de la Sécurité, ainsi que les compagnies aériennes et autres organismes concernés. Un cabinet d'audit international sera mandaté pour analyser le système en vigueur afin d'évaluer la compétitivité des redevances appliquées par rapport à celles d'autres pays africains, d'identifier d'éventuels doublons de frais et de vérifier que les recettes générées sont gérées conformément à la loi et aux normes internationales en vigueur.

Tchad

Tchad-Émirats arabes unis : des investisseurs émiratis ciblent le potentiel minier tchadien

En marge de sa visite officielle aux Émirats arabes unis, le Président de la République, Maréchal Mahamat Idriss

Déby Itno, a [accordé](#) une audience, le 4 juillet 2026, à une délégation d'entrepreneurs émiratis conduite par le Président de la société SAM Precious Metals. Ses représentants ont exprimé un vif intérêt pour le potentiel minier du Tchad, en particulier pour l'or et sa transformation sur place, ouvrant la voie à d'éventuels projets d'investissement dans l'exploration, l'exploitation et la valorisation locale des ressources aurifères.

La Chine accorde un don de 2 M USD pour renforcer la prévention et la réponse aux inondations

Un accord de don de 2 M USD, soit environ 1,2 Md XAF, a été [signé](#) le 7 juillet 2026 à N'Djamena, entre le ministre d'État en charge des Finances, du Budget, de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale et l'ambassadeur de Chine au Tchad. Ce financement est destiné au Comité national de prévention et de gestion des inondations et vise à appuyer les efforts du gouvernement dans la lutte contre les crues et leurs conséquences sur les populations. L'enveloppe doit servir à renforcer les infrastructures de protection, les systèmes d'alerte précoce et les capacités de réponse face aux catastrophes, alors que les dernières saisons pluvieuses ont touché des centaines de milliers de personnes à travers le pays.

RDC

L'entreprise Port d'Anvers-Bruges accompagnera le développement de la future base logistique à Maluku dans le cadre du projet d'extension de la ville de Kinshasa

Le Comité stratégique pour la supervision du projet d'extension de la ville de Kinshasa (CSSPEVK) a [annoncé](#) la signature d'un protocole d'accord avec la société belge Port of Antwerp-Bruges International (POABI), spécialisée dans l'exportation d'expertise portuaire, en vue du développement de la future base logistique prévue dans la commune de Maluku. Ce protocole, signé par le coordonnateur principal du projet et le directeur de POABI, intervient après près de deux années d'échanges préparatoires. Il fixe un cadre de coopération destiné à préciser la faisabilité, le modèle de gouvernance, les besoins d'infrastructures et les conditions de mise en œuvre de la plateforme logistique. Sur les 43 000 hectares annoncés pour le projet « Kinshasa Kia Mona », 1 000 hectares sont réservés à cette infrastructure dans le plan d'urbanisation. L'objectif est d'en faire un hub multimodal connecté au fleuve Congo, capable de

desservir non seulement la nouvelle ville, mais aussi la cité industrielle et, plus largement, le réseau logistique de la RDC. Ce projet s'inscrit dans une stratégie de diversification des partenaires internationaux, alors que la première phase du mégaprojet (estimé à plus de 50 Mds USD) est portée par un consortium chinois.

La Banque mondiale prépare un Cadre de Partenariat Pays de 11 Mds USD pour soutenir la diversification économique en RDC

Le gouvernement de la RDC et la Banque mondiale ont [lancé](#) les consultations pour l'élaboration d'un nouveau Cadre de Partenariat Pays (Country Partnership Framework, CPF), un programme décennal qui devrait orienter leur coopération pour les dix prochaines années. L'enveloppe envisagée pourrait atteindre 11 Mds USD, avec un effet de levier destiné à attirer davantage de capitaux privés. Le nouveau CPF succédera au précédent cadre (2022-2026). Ce partenariat devrait s'articuler autour de trois axes prioritaires : (i) le développement des infrastructures de base, (ii) le renforcement du capital humain à travers l'éducation, et (iii) les réformes destinées à améliorer le climat des affaires pour attirer les investissements privés. L'approche privilégie une déclinaison territoriale autour de trois corridors stratégiques : (i) Inga-Banana (énergie et logistique), (ii) Lobito (intégration régionale avec l'Angola et la Zambie), et (iii) Centre-Est (connectivité et stabilisation économique des provinces orientales). Le gouvernement entend aligner ce partenariat sur le Plan national stratégique de développement (PNSD 2024-2028).

Sao Tomé-et-Principe

Le renchérissement des importations de carburants fragilise les finances publiques

À Sao Tomé-et-Principe, l'approvisionnement électrique repose presque intégralement sur des groupes diesel dont le carburant est importé et pris en charge par le Trésor public, la compagnie d'électricité EMAE ne disposant pas de ressources financières propres. Cette dépendance [expose](#) directement les finances publiques à la volatilité des cours pétroliers. Selon le ministre de l'Économie et des Finances, la facture d'importation de carburants a triplé sous l'effet des tensions au Moyen-Orient, passant d'environ 6 M EUR avant la crise à près de 18 M EUR pour la cargaison livrée en juin, contre 11 M EUR en mars. Ce renchérissement a pesé sur la capacité de l'État à

honorer ses obligations : le versement des salaires de la fonction publique de juin a été retardé, une régularisation étant annoncée pour la semaine suivante. Le gouvernement indique devoir maintenir l'effort d'importation sous peine de coupures d'électricité, dans une économie insulaire déjà contrainte par des réserves de change limitées et une crise énergétique récurrente.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
15-16 juillet 2026	Forum africain de l'eau	N'Djamena (Tchad)
25 septembre 2026	Forum économique France-Tchad (MEDEF)	Paris (France)
6-9 octobre 2026	Sommet international de l'élevage	Clermont-Ferrand (France)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publiques (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)		
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.
CEMAC															
Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

juin-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	82	3	4	7	1105	403	639
Variation mensuelle (%)	-19%	8%	6%	-2%	-3%	-1%	-1%
Variation annuelle (%)	18%	4%	-48%	-15%	18%	0%	-2%
Variation sur 5 ans	14%	-2%	86%	60%	10%	-4%	-5%
Variation sur 10 ans	71%	23%	41%	86%	54%	3%	-6%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER– Mathis FOLCH (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).